

Notes sur crises, alternances et progrès dans l'économie politique du premier XIX^e siècle

Ludovic FROBERT
(CNRS/ENS-Lyon)

En France les crises économiques commencent à se succéder peu après 1815. Les crises de 1825-1826, de 1828-1832 et de 1836-1839 attirent l'attention sur la répétition à intervalle régulier de ces phénomènes au sein des sociétés industrielles naissantes : on parle alors de « crises commerciales » ou encore de « crises industrielles ».

Dès 1827, dans la deuxième édition de ses *Nouveaux Principes d'économie politique*, Simonde de Sismondi note que « des crises tout à fait inattendues se sont succédées dans le monde industriel¹ ». Une trentaine d'années plus tard, dans son ouvrage *Des crises commerciales et de leur retour périodique en France, en Angleterre et aux États-Unis* (1862), Clément Juglar explique qu'il est indispensable de « s'habituer à l'idée du retour périodique de ces tourmentes commerciales qui, jusqu'ici du moins, paraissent une des conditions du développement de la grande industrie² », ce qu'il traduira un peu plus tard en écrivant que la seule cause de la dépression est la période de prospérité qui la précède.

Dans l'intervalle, la question des crises a été placée au cœur de l'interrogation sur le nouveau monde industriel. Mentionnons simplement ici deux témoins du tournant 1840. Dans son mémoire *Qu'est ce que la propriété ?* Pierre-Joseph Proudhon relève la « fréquence et intensité des crises commerciales³ » dans l'industrie, liant le phénomène à la concurrence et au régime de la propriété. De son côté, Alexis de Tocqueville, devisant sur la situation américaine écrit : « je crois que le retour des crises industrielles est une maladie endémique chez les nations démocratiques de nos jours⁴ ».

En matière d'intelligence économique, se repère ici une séquence allant des toutes premières interrogations sur la présence fréquente des crises

1. J.-C. Simonde de Sismondi, *Nouveaux principes d'économie politique*, Paris, Delaunay, t. I, p. III.

2. C. Juglar, *Des crises et de leur retour périodique en France, en Angleterre et aux États-Unis*, Paris, Guillaumin, 1862, p. 6.

3. P.-J. Proudhon, *Qu'est-ce que la propriété ?*, Paris, Brocard, 1840, p. 158.

4. A. de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, 5^e édition, Paris, Pagnerre, t. III, 1848, p. 320.

économiques dans ce nouveau monde industriel, à une analyse qui, avec Juglar, présente la première version de l'idée de cyclicité en économie. Pour lire et analyser ces textes qui vont combiner les notions de crises, d'alternance et de progrès (ou déclin) il est nécessaire de tenir compte de leur impureté. Les premières analyses des crises commerciales ou industrielles ne font pas que mobiliser des arguments théoriques et empiriques mais charrient tout un ensemble de considérations politiques, religieuses, sociales, culturelles. Plutôt donc que d'analyses au sens étroit du terme, il faudrait parler ici de vastes visions réfléchissant les interrogations portées par les contemporains sur un processus économique nouveau qu'ils ont souvent peine à appréhender, et plus encore, à administrer. On est alors à l'aube de l'analyse et de l'observation précises du phénomène et dans une période où, comme l'a magistralement montré Reinhart Koselleck⁵, les concepts politiques et sociaux changent de sens et acquièrent une dimension normative, cessant de ne prétendre que décrire les phénomènes sociaux pour également avoir vocation à les influencer. Ce pouvoir structurant leur permet de n'être plus seulement tournés vers le passé, mais aussi vers le futur. Dans ce contexte, quatre « visions » différentes des crises et de leur lien au progrès se détachent⁶.

Les libéraux français avant 1848 : le progrès ponctué par des crises

Avant le tournant franchement conservateur que lui fera prendre 1848, l'école libérale française propose une analyse économique néo-smithienne originale⁷. Cette analyse est enchâssée dans un programme doctrinal que domine l'industrialisme libéral dans des versions plus ou moins radicales. Si une fraction de l'école développe déjà avec Charles Dunoyer un libéralisme économique intransigeant, d'autres tendances sont plus nuancées. C'est le cas pour Adolphe Blanqui⁸. Blanqui est le successeur de Jean-Baptiste Say au Conservatoire National des Arts et Métiers⁹, mais demeure un lecteur tout à la fois critique et attentif des saint-simoniens, fouriéristes et de leurs différentes dissidences¹⁰. En 1848 justement, son rapport sur les classes ouvrières le mettra au ban de l'école libérale¹¹. Vers 1840, un libéral modéré comme Blanqui doit surtout s'opposer à la renaissance d'un nationalisme économique

5. R. Koselleck, *L'Expérience de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1997.

6. Sur ces notions de vision/analyse, voir R. Heilbroner, « Analysis and Vision in the History of Modern Economic Thought », *Journal of Economic Literature*, 28, sept. 1990, pp. 1097-1114

7. A. Béraud, J. J. Gislain and P. Steiner, « L'économie politique néo-smithienne en France (1803–1848) », *Oeconomia, Economie et Sociétés*, 2004, n° 38 (2), p. 325–418.

8. R. Arena, « Adolphe-Jérôme Blanqui, un historien de l'économie aux préoccupations sociales », in Y. Breton and M. Lutfalla, *L'Économie politique en France au XIX^e siècle*, Paris, Economica, 1991.

9. L. Le Van-Lemesle, *Le Juste ou le riche. L'enseignement de l'économie politique en France 1815-1850*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2004.

10. A. Blanqui, *Histoire de l'économie politique en Europe depuis les Anciens jusqu'à nos jours*, Paris, Guillaumin, 1842.

11. A. Blanqui, *Des classes ouvrières en France pendant l'année 1848*, Paris, Pagnerre/Paulin, 1849.

appuyée par le pouvoir orléaniste et qu'expriment parfaitement les discours du baron Charles Dupin. Ce dernier observe en 1839 « les alternatives de progrès convulsifs et de rétrogradation subite » que subit « l'industrie nationale¹² », relie le phénomène à l'excès d'individualisme et de concurrence et se fait le défenseur d'un capitalisme de grandes unités en constante relation avec l'État, seul système apte à assurer le développement coordonné de l'industrie nationale (voir également Charles Dupin, « Crise commerciale », *Encyclopédie du dix-neuvième siècle*, 1846). En réaction, Blanqui développe donc une conception relativisant la gravité et la périodicité des crises. Une conception où la linéarité du progrès dépend de la saine cohabitation entre industrie et liberté, mais une liberté contrôlée par l'impératif saint-simonien de veiller à l'amélioration « de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre ». Le progrès représente globalement un *trend* croissant. La croissance industrielle constitue toutefois un processus complexe et il n'est donc pas surprenant qu'elle puisse être *ponctuellement* troublée par des accidents et par des crises¹³. L'erreur, face à ce processus dynamique complexe, réside dans la tentation constante d'un « excès de protection » ; le contrôle de l'industrie par l'État est possible, la régulation ou l'organisation de la concurrence dans certains domaines comme le crédit nécessaire, mais ces interventions ne doivent pas tomber dans l'excès. Dans ce contexte, les crises sont donc des « perturbations que le commerce ou l'industrie éprouvent de temps en temps sous l'influence de causes souvent très diverses, intérieures ou extérieures [...] ce sont des accidents passagers, des orages qui troublent momentanément la sérénité de l'horizon industriel, et après lesquels, sauf quelques ravages, les affaires reprennent leur cours accoutumé » (A. Blanqui, « Crise commerciale », *Encyclopédie des gens du monde*, 1836). Les entrées « crise commerciale » des dictionnaires libéraux ultérieurs reprendront, avec quelques variantes, ce schème général (Charles Coquelin, « Crises commerciales », *Dictionnaire de l'économie politique* (1852-1853) ; Joseph Garnier, « Crises commerciales », *Dictionnaire universel théorique et pratique du commerce et de la navigation*, 1859).

Trois affirmations composent donc pour ces années 1830-1848 cette vision libérale française des rapports entre crise et progrès : la croissance linéaire est une propriété dominante de la société industrielle ; cette croissance peut-être ponctuellement et irrégulièrement freinée par des crises d'origines principalement exogènes ; le progrès social est la destination naturelle de

12. Ch. Dupin, *Crises commerciales de 1839*, Paris, Au bureau du Mémorial du Commerce, 1839, p. 5.

13. Dans les dictionnaires spécialisés de l'époque on trouve aussi une interprétation générale conduisant à souligner que l'époque vit une période de transition économique, politique, technologique et que les institutions, notamment bancaires et financières responsables du crédit, sont inadaptées aux évolutions en cours, ne pouvant absorber ces chocs et changements. Cette interprétation conduit toutefois à diagnostiquer un tassement des crises, en raison, premièrement, d'un développement économique plus paisible, deuxièmement, d'une maturation des régulations financières (Monbrion, « Crise commerciale et industrielle », *Dictionnaire universel du commerce de la banque et des manufactures* (1838) ; Michel, « Crise commerciale », *Dictionnaire du commerce et des marchandises* (1839)).

l'industrie.

Les saint-simoniens et leurs dissidences : le progrès par l'alternance de périodes

C'est au lendemain de la publication du *Nouveau Christianisme* et du décès du comte de Saint-Simon (1825) que se constitue l'école saint-simonienne autour d'hommes comme Barthélémy-Prosper Enfantin, Saint-Amand Bazard, les frères Péreire, Philippe-Joseph Buchez ou Pierre Leroux. L'école est rapidement secouée par les schismes et Buchez et Leroux, parmi d'autres, vont faire dissidence et créer l'un et l'autre, autour de 1830, leurs propres écoles. Bien qu'en désaccord sur de nombreux points de la doctrine devant prévaloir pour le nouveau monde de l'industrie, saint-simoniens orthodoxes et dissidents bucheziens ou lerouxien présentent une vision relativement commune des relations entre crise et progrès.

La notion de progrès par alternance de périodes critiques et de périodes organiques est centrale dans la vision originelle des saint-simoniens (voir *Doctrines de Saint-Simon. Exposition*, 1829, t. I) qui entendaient bâtir une science mathématique de l'histoire¹⁴. Les périodes critiques constituent des phases de dissolution et de dispersion alors que dans les périodes organiques dominant l'unité et une direction unique de l'industrie de la science et de la religion. Dans cette alternance qui rythme l'évolution de l'humanité, le bien domine le mal et conduit au progrès. La période des années 1830 doit clore la période critique que dominent les Lumières, 1789 et la Révolution, et instaurer une nouvelle période organique dominée par l'industrialisme. La société industrielle, organiquement constituée et dans laquelle l'obstacle majeur que constitue la propriété individuelle aura été levé, marque d'ailleurs sans doute chez les saint-simoniens une sorte de fin de l'histoire : lorsque l'industrie et l'association se seront imposées, que l'administration des choses aura remplacé le gouvernement des hommes, il y aura progrès mais « sans interruption, sans crises, d'une manière continue, régulière et à tous les instants¹⁵ ». Le point de vue saint-simonien sur l'articulation crise/progrès est parfaitement exprimé par Charles Lemonnier dans l'entrée « crises commerciales » du *Dictionnaire de la conversation et de la lecture* (1835). La crise est une altération du mouvement commercial entraînant une paralysie « momentanée » de l'économie. Les guerres, les révolutions, scories du passé belliqueux de l'Europe, constituent l'une des principales causes de perturbations économiques. L'autre cause, majeure, car organiquement liée à l'essor futur du monde de l'industrie, est l'innovation, le changement technologique qui produit un déséquilibre créateur. Dès lors, si « une crise commerciale n'est autre chose qu'un temps

14. A. Picon, *Les Saint-simoniens. Raison, imaginaire et utopie*, Paris, Belin, 2002.

15. *Doctrines de Saint-Simon. Exposition*. Première année, Paris, Au bureau de l'Organisateur, 1830, p. 143.

d'arrêt dans le développement industriel d'un peuple », elle est aussi souvent la condition du « progrès futur¹⁶ ». Dans un état où tous les industriels seront associés, poursuit Lemonnier, il sera donc nécessaire d'atténuer les crises, de contrôler leur impact sur les populations ouvrières les plus vulnérables (aujourd'hui les plus touchées), de répartir équitablement leurs conséquences négatives transitoires, mais tout en conservant le rôle qu'elles jouent comme stimulant du progrès industriel.

On retrouve le lien alternance/progrès dans les principales dissidences saint-simoniennes. Pierre Leroux insiste cependant plus volontiers sur la notion de « progrès continu » et relativise le thème de l'alternance. Significativement dans l'*Encyclopédie nouvelle* (œuvre de Jean Reynaud et Pierre Leroux, premiers fascicules publiés à partir de 1833-1834), on ne trouve pas d'entrée « crises commerciales » même si Jules Leroux (cadet de Pierre et auteur des principaux articles économique de l'*Encyclopédie*) évoquera les « alternatives de progrès et de chute » qu'enregistre le commerce¹⁷. Dans cette dissidence saint-simonienne, l'alternance de période de hausse et de baisse n'est pas véritablement condition du progrès. Dans cette perspective, Pierre Leroux écrira plus tard : « Une crise qui porte tous ses fruits n'est pas suivie d'autres crises¹⁸. »

Pierre-Joseph Buchez représente une autre dissidence majeure du saint-simonisme qui présente l'intérêt de prolonger la philosophie de l'histoire saint-simonienne (mais il faudrait encore et surtout parler ici de Pierre-Simon Ballanche¹⁹) en accentuant le lien progrès/alternance : « Jusqu'à ce jour, le développement de l'humanité s'est opéré par une succession de mouvements alternatifs qui offrent tantôt le caractère organique et tantôt le caractère critique » (*Introduction aux questions sur les sciences et les savants*, 1828). Chez Buchez, plus encore que chez les saint-simoniens, on trouve alors une théorie cyclique complexe du devenir social, le progrès étant là encore la conséquence de l'alternance. Il n'est peut-être pas alors surprenant de voir l'école buchézienne s'intéresser aux crises commerciales et à leur périodicité : l'exemple d'Auguste Ott est sans doute révélateur²⁰.

En définitive, et en dépit de divergences évidentes, les visions des saint-simoniens, orthodoxes et dissidents, présentent trois caractéristiques : l'histoire moderne de l'humanité, celle du nouveau monde de l'industrie, réalise le progrès et ce progrès s'opère dans le présent par l'alternance de phases critiques et organiques ; l'alternance de grande phases a, en partie, une

16. Ch. Lemonnier, « Crises commerciales », *Dictionnaire de la conversation et de la lecture*, t. XVIII, Paris, Belin-Mandar, 1835, p. 216-218.

17. J. Leroux, « Commerce », *Encyclopédie nouvelle*, t. II, Gosselin/Furne, 1834-1841, p. 703-710.

18. P. Leroux, *Lettre au Docteur Deville*, repris dans M. Abensour, *Le Procès des maîtres rêveurs*, Arles, Sulliver, 2000.

19. P.-S. Ballanche, *Essais de palingénésie sociale*, Paris, Didot, 1827.

20. A. Ott, « Crise », *Dictionnaire des sciences politiques et sociales*, Paris, Migne, 1854-1855, p. 1387-1392.

équivalence au niveau des crises et fluctuations économiques (ces dernières constituent une pièce majeure de l'explication des alternances générales) ; dans un état futur, réalisé, de l'humanité (l'association globale de tous les industriels), l'alternance disparaîtra et le progrès, impulsé par l'innovation technologique, sera linéaire.

Les fouriéristes : les crises comme indices de la corruption et de la décomposition de la « civilisation »

Avec Charles Fourier et son école²¹, on assiste à une démythification radicale de l'idée de progrès. Fourier dénonce incessamment les « vices de l'industrie civilisée » (« l'industrialisme est le ramas de tous les vices, falsification, monopole, banqueroute, agiotage, accaparement, usure²² »). Par ailleurs il trouve franchement obscène de parler de progrès lorsqu'on constate la misère et la précarité qui frappent alors les 9/10^e de la population. Il avance donc l'idée que, sous sa forme actuelle, la civilisation industrielle court au désastre. Et on ne retrouve pas ici l'idée d'une série naturellement ascendante rythmée ou non. Le capitalisme et la continuation de sa logique destructive conduisent non au progrès mais à la catastrophe.

Ce schéma intègre une réflexion sur les crises. La crise et ses répétitions sont alors les vecteurs du déclin. Cette réflexion est déjà présente chez Fourier qui prend l'exemple de la crise de 1826. Là aussi il forge son propre vocabulaire et parle de « refoulement pléthorique » et de « contre-coup d'avortement » pour désigner deux phénomènes commerciaux funestes : les mauvaises anticipations sur les débouchés, et la tentative de monopolisation dans le seul but de faire monter les cours. Il écrit encore : « le refoulement est un effet périodique de l'aveugle cupidité des marchands », dénonçant sans cesse le « commerce anarchique nommé libre-concurrence²³ ». En 1833-1834, dans *La Réforme industrielle ou Le Phalanstère*, premier journal de l'école fouriériste qu'animent Victor Considérant, Jules Lechevalier et Abel Transon, cette articulation crise/déclin ou progrès est reprise : l'idée lerouxienne de « progrès continu » est repoussée et on considère que le mouvement social, dans un sens ou dans l'autre, se fait par ce que Lechevalier appelle « alternat » de mouvements contraires (« cet alternat [...] constitue le mouvement et la vie²⁴ »). Or, dans la « civilisation » (la société française des années 1830 dans le vocabulaire des fouriéristes), ces alternats travaillent au déclin et à la chute de ce système social, Abel Transon observant dans les crises économiques présentes des « vibrations descendantes²⁵ ».

21. J. Beecher, *Fourier, Le visionnaire et son monde*, Paris, Fayard, 1993.

22. Ch. Fourier, *Le Nouveau Monde industriel et sociétaire*, Paris, Bossange, 1829-1830, p. 582.

23. *Ibid.*, p. 465-466.

24. *Le Phalanstère*, 30 août 1832, p. 131.

25. *ibid.*, 11 janvier 1833, p. 16.

Enfin, lorsque Fourier analyse l'ensemble du « mouvement social » et dresse une échelle des âges de l'humanité, il distingue soigneusement « état faux » et « état vrai ». Aux trois étapes de l'état faux, patriarcat, barbarie, civilisation (la civilisation est la période présente de l'industrialisme libéral), succèdent, à la suite d'un véritablement basculement ou retournement, les étapes de l'état vrai, garantisme, sociantisme et harmonisme. Il y a donc révolution et changement de système entre états faux et états vrais de l'humanité.

Trois thèmes structurent donc la vision fouriériste : la civilisation industrielle est fondamentalement pourrie et l'idée de progrès associée à ce système économique est une fumisterie ; les crises et leur récurrence constituent, dans le système présent, un indice de décomposition ; la survenance et la répétition de ces crises constitueront des vecteurs d'un changement de système et de la transition à un régime économique et social radicalement différent de l'industrialisme libéral (« garantisme »).

Clément Juglar, le progrès par le cycle

Les économistes modernes estiment que Juglar introduit une véritable rupture dans l'analyse²⁶. Son originalité dès le milieu des années 1850 serait d'avoir affirmé et tenté de démontrer empiriquement – par l'utilisation intensive pionnière des séries statistiques de 1800 à 1860 –, que prospérité, crise et dépression forment les phases nécessaires d'un mécanisme dynamique et endogène de l'activité économique intrinsèquement lié avec le processus de croissance, et concomitant avec lui ; les crises ne sont plus des accidents historiques mais bien une composante récurrente et « naturelle » des mécanismes régissant le développement économique. Selon lui, ce cycle trouve son origine dans le système de crédit et se construit autour des interactions entre crédit, taux d'intérêt et prix nominaux qui induisent des oscillations asymétriques et de durées variables dues, en particulier aux comportements spéculatifs.

Scrutant les séries statistiques aussi bien bancaires et financières, qu'industrielles, agricoles, et même celle de la population, Juglar y découvre un même mouvement d'ensemble régulier, fait d'alternances fécondes : « On ne peut s'empêcher de remarquer la succession régulière des périodes heureuses et malheureuses traversées par la population française depuis le commencement de ce siècle ; tantôt s'élevant à un degré de prospérité inouï pour être précipité dans les abîmes des révolutions, tantôt sortant de ces abîmes pour atteindre un développement industriel et un accroissement de richesses inespéré. Les moyens si simples employés par la Providence pour produire de si grands résultats confondent l'imagination, quand on compare la

26. Voir les articles du numéro spécial sur Juglar de *Revue européenne des sciences sociales*, vol. 57, 2009.

grandeur des effets à la petitesse des causes²⁷. »

La vision du cycle de Juglar s'élabore sur la base d'éléments empiriques (statistiques) et théoriques (la loi de Say), mais aussi de considérations scientifiques (médecin de formation, il appartient à l'école anatomo-clinique parisienne), religieuses (jansénisme, le flux et reflux), et finalement politiques, quelques années à peine après 1848²⁸. Car sa vision du phénomène prospérité-crise-dépression proposait une nouvelle conception du normal concernant le développement du système économique moderne, une conception dans laquelle le cycle est la condition du progrès. Grâce à cette innovation, Juglar croisait la thèse libérale du progrès, linéaire car sans fluctuations et seulement contrarié par quelques chocs exogènes, et la thèse socialiste du cycle comme indice des contradictions organiques du capitalisme, et donc comme vecteur de son déclin et de son remplacement prochain par un autre système économique, social, politique. Juglar métissait le thème libéral du progrès et le thème socialiste du cycle : le cycle devient le rythme propre de développement du capitalisme.

Conclusion

Que nous enseigne en fin de compte ce paysage bigarré des premières analyses des crises économique ?

On commence à mieux comprendre aujourd'hui par quels cheminements historiques le concept d'équilibre économique, dérivant plus ou moins directement lui-même de la notion de « main invisible », reposait à l'origine sur des soubassements au moins autant métaphysiques que positifs – analytique et théorique²⁹. Une même recherche mériterait d'être menée sur les transferts, emprunts sauvages, glissements puis stabilisations constituant souvent le véritable passé de l'étude des cycles économiques, notamment tout au long du XIX^e siècle.

Si le programme de l'histoire intellectuelle d'une science se consacre en priorité « à toutes les activités cognitives qui précèdent le savoir constitué³⁰ », il lui est nécessaire, s'appliquant à l'économie politique, de prévoir deux compléments : en premier lieu, l'application de la notion bachelardienne de « rupture épistémologique » étant ici d'un emploi particulièrement délicat, il est sans doute nécessaire de porter attention au fait que les activités cognitives luxuriantes ne font pas ici que *précéder* mais *accompagner* aussi constamment

27. Cl. Juglar, *Des crises...*, ouv. cit., p. 252.

28. Concernant ces influences diverses, je renvoie ici à L. Frobert et O. Hamouda, « The Influence of the Study of Medicine on Clément Juglar's First Take on the Economic Cycle (1846-1862) », *Journal of the History of Economic Thought*, vol. 30 (2), 2008, p. 173-198 ; ainsi qu'à M. Dal-Pont et L. Frobert, « Le « prophète des crises » : économie politique et religion chez Clément Juglar », *Astéris*, vol. 7, 2010.

29. B. Ingrao et G. Israël, *The Invisible Hand, Economic Equilibrium in the History of Sciences*, Cambridge, MIT Press, 1991.

30. J.-C. Perrot, *Une histoire intellectuelle de l'économie politique*, Paris, EHESS, 1992.

l'évolution des savoirs constitués ; en second lieu, comme le soulignait très justement Heilbroner, dans le domaine de l'économie ces activités cognitives intègrent, au premier chef, « l'adéquation ou l'inadéquation, l'inévitabilité ou la malléabilité, des agencements de pouvoir et de prestige que nous découvrons dans toutes les sociétés humaines³¹ », bref, des ingrédients qui font de l'économie une science morale et politique.

31. R. Heilbroner & W. Milberg, *The Crisis of Vision in Modern Economic Thought*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995 (traduction française, *La pensée économique en crise*, Paris, Economica, 1998).